



TERRITOIRE & ENVIRONNEMENT



la lettre

N° 4 - JUIN 2014

Les Mesures Compensatoires Environnementales (MCE)

Lorsqu'un projet ou programme d'aménagement porte atteinte aux espèces, aux habitats et à la fonctionnalité des milieux, l'initiateur du projet doit par ordre de priorité, éviter le dommage, en réduire l'impact et s'il subsiste des impacts résiduels, compenser le dommage identifié.

Une mesure de compensation environnementale se traduit par la maîtrise du foncier (location ou achat) et par la mise en gestion adaptée au milieu concerné.

Contexte :

Agriculture et environnement complémentarité ou concurrence ?

L'agriculture et la forêt occupent la majorité de l'espace rural et sont facteurs de richesse économique, d'emplois et de lien social.

Pourtant l'extension des villes, les nombreux projets d'infrastructures viennent consommer du foncier agricole et naturel. Dans ce cadre, les atteintes à l'environnement bénéficient d'une protection réglementaire. Le risque est de concurrencer et d'affaiblir l'activité agricole en réservant du foncier pour compenser les dommages à l'environnement. Point de vue et perspectives en Languedoc-Roussillon.

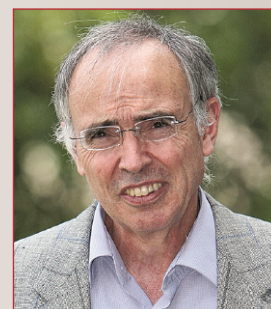
MCE :

quels sont les impacts sur l'agriculture et l'environnement ?

M. Bernard Clarimont,
Chef du service Territoires et développement rural DRAAF
Languedoc-Roussillon

"On constate du fait de la réalisation des compensations simultanément à l'emprise des ouvrages, une pression très forte sur le foncier agricole. Pour tenir les délais qui leur sont imposés et éviter de payer des pénalités, les maîtres d'ouvrage peuvent réaliser des acquisitions à des prix largement supérieurs à ceux pratiqués sur le marché agricole.

C'est pour cela qu'il est nécessaire d'impliquer l'outil Safer dans le processus, pour que les projets de vente dans ce cadre puissent être examinés dans les CTD, cela permettrait aux enjeux de l'économie agricole d'être respectés et le cas échéant d'éviter des interventions par préemption."



Mme Claudie Houssard,
Directrice du Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon

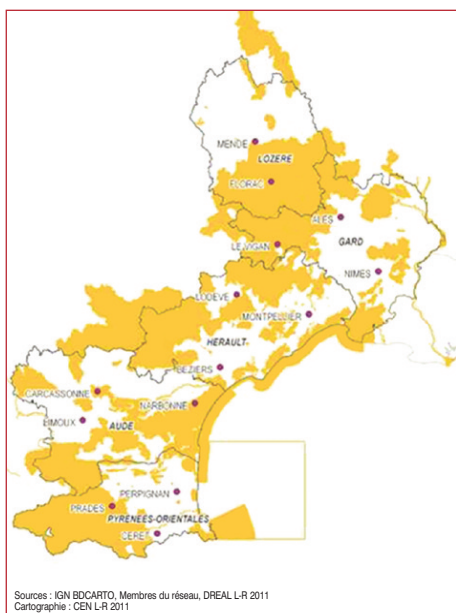


"Le Languedoc-Roussillon est caractérisé par un patrimoine naturel très riche qui est la plupart du temps issu de la présence de l'homme et de son interaction avec le milieu. Cette richesse est un patrimoine commun et gratuit qui rend des services à l'ensemble de la société, il faut donc la préserver.

Les Conservatoires des Espaces Naturels (CEN) ont un rôle central dans la mise en œuvre des MCE, notamment en matière de gestion de ces espaces.

Quand un aménagement est prévu, seule une démarche qui associe la totalité des acteurs du territoire peut permettre de trouver les consensus nécessaires.

Actuellement le CEN est impliqué dans 10 gros dossiers de MCE représentant environ 2 500 ha. Souvent ces espaces ont été abandonnés par l'activité agricole alors même que leur richesse environnementale est très souvent liée à cette activité. C'est pourquoi notre démarche associe les acteurs agricoles dans un groupement de compétences. La SAFER gère tous les aspects fonciers, les chambres d'agriculture évaluent les potentiels agricoles des espaces et recherchent des exploitants gestionnaires. Le CEN définit les mesures de gestion environnementale à associer à l'activité agricole. Cette démarche permet une gestion pérenne de ces espaces."



Sources : IGN BD CARTO, Membres du réseau, DREAL L-R 2011
Cartographie : CEN L-R 2011

Les principaux enjeux environnementaux.

PO : Mesures Compensatoires Environnementales, une démarche volontariste des acteurs de l'agriculture

TROIS QUESTIONS A... MICHEL GUALLAR

■ Quels enjeux représentent pour l'agriculture la mise en œuvre de compensations environnementales dans les Pyrénées-Orientales ?

Les opérations foncières d'envergure obligent en effet les maîtres d'ouvrage à pratiquer des compensations environnementales.

Nous avons décidé d'être partie prenante plutôt que de subir ces opérations.

En effet il ne faut pas que cette obligation de "compensation" viennent comme une contrainte foncière supplémentaire à l'encontre des projets des agriculteurs présents sur le territoire.

Nos enjeux sont donc de participer à ces opérations pour :

- Répondre à la demande de nos partenaires.
- Etre cohérent avec nos orientations stratégiques : réintroduire du pastoralisme dans des zones intermédiaires et de plaine.
- Mobiliser des crédits sur des secteurs dépourvus d'aides pastorales pour financer des projets porteurs d'un équilibre économique.

■ Existe-t-il une démarche commune de la part des organismes agricoles pour piloter les acquisitions de foncier faites dans ce cadre ?

Dans les zones permettant d'assurer une compensation écologique le partenariat apporte une double compétence :

La SAFER apporte sa connaissance du marché foncier et sa capacité de prospecter sur les différents critères.

La Chambre d'agriculture apporte sa capacité à détecter et à mobiliser des agriculteurs ayant une activité économique dans ces zones.

■ Comment l'agriculture peut-elle s'impliquer dans la gestion des espaces acquis dans ce cadre ?

Je dirais que c'est l'implication de l'agriculture qui donne du sens à ces projets. Notre implication consiste à proposer des travaux d'aménagement et des investissements éventuels pour rendre le site utilisable par le pastoralisme, rechercher des porteurs de projets pour gérer



Michel Guallar, président de la chambre d'agriculture des PO.

les espaces concernés en cohérence avec leur activité économique, proposer des mesures de gestion.

Même si nous souhaitons avant tout préserver le foncier agricole de l'artificialisation, nous avons trouvé là, dans le cadre des mesures compensatoires et de ce partenariat Chambre/SAFER, complémentarité et efficience au service de la reconquête des milieux par l'agriculture.

Les activités réintroduites grâce à ce travail en commun, comme l'élevage ovin, pourraient trouver des complémentarités avec les activités voisines comme la viticulture avec la re-introduction de troupeaux dans les vignes.

LES ACTIONS DE LA SAFER

pour la réalisation des emprises foncières des mesures compensatoires

Quand la Safer négocie le foncier dans le cadre des MCE, elle met en place des exploitants agricoles qui sont chargés de cultiver ces espaces en respectant la protection des espèces concernées.

Aude :

- 8 ha de foncier transmis à la commune d'Aragon dans le cadre des MCE concernant la mise aux normes de l'aéroport Sud de France à Carcassonne.

Gard :

- 246 ha de foncier acquis par RFF ou Oc'via dans les Costières de Nîmes, la plaine d'Aspères, Campagne, Salinelles dans le cadre du contournement Nîmes Montpellier.



Hérault :

- 102 ha mis à disposition du CEN, dont 42 ha acquis par le CEN et 60 ha en contiguïté mis à disposition par la commune de Fabrègues, dans le cadre du doublement de l'A9.



Pyrénées-Orientales :

- 86 ha acquis par le CEN à Castelnou, dans le cadre de l'élargissement de l'A9.
- Un projet d'acquisition de 20 ha à Marquixanes, dans le cadre de l'aménagement de la RN 116.



Lozère :

- 8 ha acquis et rétrocédés à la DREAL dans le cadre de l'aménagement de la RN 88 à Mende.